

KONINKLIJK MUSEUM
VOOR MIDDEN-AFRIKA
MUSÉE ROYAL DE
L'AFRIQUE CENTRALE

Afrique
TERVUREN

Ah, 2017...



JO VAN DE VLIET / KAMIA-MIRAC

janvier 2018

NOUS NE POURRONS PAS RÉCONCILIER TOUT LE MONDE SUR LE PASSÉ, FAISONS-LE POUR L'AVENIR



© KIMA-MRAC

Si tout va bien, le musée rouvrira cette année ses portes au public. Nombreux sont ceux qui attendent cet événement avec impatience, aussi bien en interne qu'en externe. D'un point de vue architectural, le musée est splendide, mais l'idéologie du nouveau musée reste la question la plus importante. En interne également, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur notre vision générale sur la période coloniale.

GG : Je n'appellerais pas cela une idéologie. Mais il est vrai que nous estimons que c'est notre rôle d'élargir la perspective sur l'histoire coloniale et d'offrir un forum pour le débat. Jusque dans les années 1960, nous étions une institution coloniale et notre rôle était de diffuser le message colonial. L'exposition permanente n'ayant plus été modifiée en profondeur depuis les années 1950, la muséographie transmettait encore le message de l'époque. Cela signifie que nous avons contribué à propager le sentiment de supériorité occidental à travers le discours de « nous » *versus* « eux ». Le nouveau musée est totalement différent. Nous exposons

une histoire critique et contemporaine en nous centrant sur l'Afrique d'aujourd'hui. Nous partons du principe que nous vivons tous dans un même monde et que le développement durable nous concerne tous. Néanmoins, nous voulons rester un lieu de mémoire pour l'histoire coloniale de la Belgique et pour les diasporas africaines.

Le terme « lieu de mémoire » a une connotation un peu nostalgique ?

GG : Je n'ai certainement pas la nostalgie du passé. Si on examine l'histoire coloniale aujourd'hui, la conclusion en est que le principe même du colonialisme est immoral et que nous devons totalement nous en distancier. Aucun pays n'a le droit d'en dominer un autre. Jamais un peuple n'a demandé à être colonisé. Dans la majorité des pays, le jour de fête nationale coïncide avec la date de l'indépendance et la fin de la colonisation. Nous le racontons également de manière explicite dans la nouvelle exposition. Bien sûr, cela ne veut pas dire que certains individus n'ont pas apporté de contribution positive. Sur le plan de la santé par exemple, des dispensaires et des hô-

pitaux ont été construits dans des endroits très reculés et de nombreuses personnes ont ainsi été vaccinées. On ne peut pas non plus nier que de nombreux individus sont partis au Congo avec un idéal et l'intention de contribuer au bien-être des Congolais. Malgré tout, il faut admettre que le colonialisme en tant que système n'est pas éthique. Le système avait une connotation raciste et s'accompagnait de terribles violences, surtout au début. Il faut également rappeler que la société congolaise était exploitée au profit de l'industrie belge. La prospérité belge reposait à l'époque sur les matières premières importées du Congo. Pensez au port d'Anvers ou à un certain nombre d'industries qui n'ont pu se développer que grâce au Congo.

La salle sur l'histoire coloniale est la plus délicate et la plus difficile parce que chacun a son propre point de vue. Nous nous appliquons à trouver un équilibre, mais il ne faut pas s'attendre à réconcilier tout le monde sur le passé, c'est impossible justement en raison de ce passé problématique. Mais on peut s'appliquer à présenter les faits et les mémoires afin d'avoir

l'image la plus complète possible et pour que chacun puisse se faire son opinion personnelle. Une discussion sur le passé peut être rendue possible de cette manière.

S'unir autour du passé est impossible, mais on peut le faire pour l'avenir. Il est important d'œuvrer ensemble à un nouveau départ. Outre un lieu de mémoire, nous voulons aussi être un espace de rencontre et un lieu où le public sera inspiré par la richesse et le potentiel de l'Afrique.

Le musée présente-t-il des excuses ?

GG : C'est un fait que notre institution a transmis le message colonial pendant plus de 60 ans. Nous devons être ouverts et honnêtes à cet égard. Mais comme le dit très pertinemment le National Museum for African American History and Culture à Washington DC, notre rôle est « *to inform and to educate, not to accuse or condemn* ». Un musée ne doit pas condamner, il doit aborder le passé de manière adulte, en se tournant vers la société et vers le futur.

Certains affirment que le musée racontera une histoire unilatérale, qu'il sera un musée d'activistes dans lequel l'avis des diasporas prédomine et où les anciens coloniaux ne sont pas entendus.

GG : C'est une mauvaise perception des choses. Il est clair qu'en tant que musée sur l'Afrique contemporaine, il est indispensable d'associer des Africains. Cela vaut aussi bien pour des Africains vivant en Afrique que pour ceux de la diaspora. C'est essentiel. Les anciens coloniaux ont bien sûr aussi leur mot à dire. Nous disposons de témoignages et de documents et dans le passé ils ont souvent eu l'occasion d'exprimer leur avis. La vision du musée n'est pas non plus celle des diasporas. Nous adoptons une vision scientifique, développée par des scientifiques internes et ex-

ternes. Tous nos textes sont d'ailleurs évalués par des experts académiques externes. Mais il est important que des Africains puissent évaluer le ton que nous employons.

Qu'arrivera-t-il aux statues de Léopold II ? Feront-elles partie du dépôt de statues dans la cave ou continueront-elles à faire partie de l'exposition permanente ?

GG : Sous le règne de Léopold II, l'État indépendant du Congo était une machine capitaliste au coût humain considérable. Quelles que soient les réalisations matérielles, en tant que musée moderne nous ne pouvons pas minimiser les violences et l'exploitation. Les recherches scientifiques historiques sont à présent suffisamment claires à ce sujet, et c'est sur cette base que nous adoptons notre position. Nous nous distançons moralement de la politique que menait Léopold II en tant que souverain de l'État indépendant du Congo. Mais il reste évidemment le fondateur de notre musée et d'une manière ou d'une autre, il faut y prêter attention. Ses citations et son monogramme sont de toute manière apposés en différents endroits du bâtiment historique classé. Le dépôt de statues accueille les statues coloniales qui n'ont plus leur place dans la nouvelle exposition. Il s'agit principalement de statues d'artistes belges qui glorifiaient la colonisation. Pour autant que je sache, aucune statue de Léopold II n'en fait partie.

Le nouveau musée montrera-t-il explicitement les violences qui se sont produites dans l'État indépendant du Congo ?

GG : Nous voulons bien sûr clairement montrer qu'il y a eu des violences, mais n'oubliez pas que nous sommes un musée familial qui accueille de nombreux jeunes. Nous devons donc montrer au visiteur qu'il y a eu des violences, sans pour au-

tant que ce soit trop explicite. Nous n'avons pas encore trouvé comment relever ce défi.

On parle constamment de la « décolonisation du musée ». Qu'est-ce que cela signifie ?

GG : Nous avons une vision occidentale sur de nombreux aspects et, dans notre société multiculturelle, nous devons apprendre à voir les choses autrement. D'où l'importance par exemple de la zone « Représentation », dans laquelle nous montrons comment des personnes d'origines différentes voient la même photo ou le même film de manière différente. Décoloniser est un mot très fort. Cela signifie que nous porterons un autre regard sur l'Afrique d'aujourd'hui. Cela signifie qu'on entend davantage la voix des Africains dans le nouveau musée, non seulement dans l'exposition permanente, mais aussi dans les activités que nous organisons.

Y a-t-il une politique active afin de recruter davantage de collaborateurs africains ?

GG : Notre personnel est déjà très diversifié. Il compte 13 nationalités et près de 17 % du personnel est d'origine étrangère. Environ 8 % de nos scientifiques sont d'origine africaine. Mais il est vrai que les chiffres sont meilleurs dans certains services que dans d'autres. Les services au public ne comptent pratiquement pas de personnel d'origine africaine, même si nous nous appliquons à compenser cela à travers le recrutement des guides et des animateurs. Nous devons donc prôner une discrimination positive, à compétences égales bien évidemment. Nous n'engageons personne sur simple base de son origine africaine, la qualité reste primordiale. Malheureusement, dans la situation budgétaire actuelle, il n'existe que peu d'offres d'emploi. Même le personnel qui quitte le musée ne peut être remplacé qu'exceptionnellement. Notre personnel a chuté de

20 % ces dernières années. Donc oui, nous souhaitons mener une politique active afin de recruter davantage de collègues d'origine africaine à tous les niveaux et dans tous les services, mais dans la pratique, ce sera un travail de longue haleine.

Quelle est notre position par rapport à la restitution de patrimoine ?

GG : Tout d'abord, nous digitalisons autant que possible nos collections afin de les rendre accessibles en ligne. Il semble aujourd'hui prématuré d'envisager la restitution d'objets ethnographiques. Mais nous devons aborder les discussions quant à l'avenir du patrimoine culturel africain qui se trouve actuellement en Europe. Nous avons surtout des objets du Congo. Compte tenu de la situation politique et économique actuelle sur place, il serait insensé de rendre des pièces sans aucune garantie quant à leur réception, leur conservation et leur valorisation. Lorsque le Congo sera stabilisé et disposera d'un musée capable de conserver les pièces de manière sécurisée, nous serons ouverts au dialogue. Nous pourrions alors envisager des expositions itinérantes, des prêts de longue durée ou éventuellement la restitution de doubles. Les archives pourraient être digitalisées et envoyées sous forme digitale, comme nous l'avons fait en 2010 avec les films coloniaux sur le Congo, le Rwanda et le Burundi. Entre-temps, nous poursuivons nos efforts afin de protéger le patrimoine culturel qui se trouve encore en RD Congo, par le biais de formations et de renforcement des capacités nationales.

Le Weltmuseum à Vienne a récemment été rouvert par le président, qui a prononcé un discours contre la colonisation. Est-ce notre souhait que le roi Philippe soit présent pour la réouverture du musée et attendons-nous de sa part un discours similaire ?

GG : Nous espérons que le roi Philippe sera présent lors de la réouverture du musée. Traditionnellement, le roi ne prend jamais la parole. On ne peut donc pas attendre de lui une prise de position ouverte sur le passé colonial de la Belgique. Cependant, je m'attends à ce que le ministre des Affaires étrangères prenne la parole et donne sa vision sur le passé colonial du Congo et de la Belgique. Il me semble évident qu'il s'agira d'une vision contemporaine et davantage critique. Nous notons en tout cas un intérêt marqué de la part des représentants des Affaires étrangères pour l'AfricaMuseum, notre vision et notre position.

Dernière question : de nouveaux guides ont été recrutés. Quel est, selon vous, le message le plus important qu'ils doivent donner au public ?

GG : Ils doivent susciter l'enthousiasme du public pour l'Afrique et le convaincre que ce continent dispose d'atouts uniques, tant en capital humain qu'en bio- et géodiversité, esprit d'entreprise et expression artistique. Dans 30 ans, 40 % de la population mondiale habitera en Afrique. L'Afrique est le continent du futur ! (KO)

